

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 06/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE NOUVELLE BRANCHER

Parc d'activité du Saule
28170 Tremblay-les-Villages

Références : IC240338
Code AIOT : 0010004854

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/05/2024 dans l'établissement SOCIETE NOUVELLE BRANCHER implanté Parc d'activité du Saule 28170 Tremblay-les-Villages. L'inspection a été annoncée le 29/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE NOUVELLE BRANCHER
- Parc d'activité du Saule 28170 Tremblay-les-Villages
- Code AIOT : 0010004854
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SN BRANCHER était productrice et distributrice d'encre.

La société a été placée en liquidation judiciaire le 6 avril 2023.

Le liquidateur judiciaire est la Selarl PJA, dont Maître Joulain est le représentant.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en sécurité - cessation	Code de l'environnement du 07/05/2024, article R.512-75-1	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
2	Mise à l'arrêt des installations	Code de l'environnement du 07/05/2024, article R.512-39-1	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
4	Cessation d'activité - ATTES MEMOIRE	Code de l'environnement du 07/05/2024, article R.512-39-3	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Remise en état du site	Code de l'environnement du 07/05/2024, article R.512-39-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité - cessation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/05/2024, article R.512-75-1
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité suite à la cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site. La cessation d'activité se compose des opérations suivantes : 1° La mise à l'arrêt définitif ; 2° La mise en sécurité ; 3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ; 4° La réhabilitation ou remise en état. Les installations temporaires créées exclusivement pour la réalisation d'opérations relatives à la cessation d'activité sur les terrains concernés sont réglementées en tant que de besoin par arrêté pris dans les formes prévues aux articles R. 181-45, R. 512-46-22 ou L. 512-12. II.-Les obligations en matière de cessation d'activité relatives à une installation classée dont l'activité est réduite d'une manière telle qu'elle relève d'un autre régime restent celles applicables avant cette réduction</p>

d'activité. Lorsqu'une évolution de la nomenclature des installations classées conduit une installation à relever d'un autre régime, les obligations en matière de cessation d'activité sont celles du nouveau régime applicable. III.-La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains. IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires. V.-En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité. VI.-La réhabilitation ou remise en état consiste à placer le ou les terrains d'assiette d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement dans un état permettant le ou les usages futurs du site déterminés, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, de l'article L. 211-1, selon les dispositions, le cas échéant, des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-3 bis et R. 515-75, R. 512-46-26 et R. 512-46-27 bis ou R. 512-66-1.

Constats :

Lors de la visite, le liquidateur judiciaire remet à l'inspection des installations classées un rapport intitulé "Dossier de cessation définitive d'activité à l'issue d'une liquidation judiciaire" rédigé par la société CORAVAL en date du 26 janvier 2024 suite à une visite du site le 12 décembre 2023. L'inspection des installations classées indique au liquidateur judiciaire que ce document ne lui a pas été envoyé avant le jour de l'inspection.

Ce rapport reprend les démarches effectuées par le liquidateur judiciaire depuis qu'il a repris le site. Il mentionne notamment l'évacuation d'équipements de produits et de déchets, et la coupure de l'alimentation en gaz.

Le rapport précise que des installations ou déchets susceptibles de présenter des risques d'incendie ou d'explosion sont présentes sur le site, en particulier des cuves vidangées mais non dégazées et non inertées.

En conclusion, le rapport précise les actions réalisées et les constats sur site, et donne des préconisations pour la mise en sécurité du site :

Actions réalisées/constats sur site :

- L'ensemble du site est clôturé et l'entrée du site est équipée d'un portail fermé à clé. Les différents bâtiments sont entièrement clos et inaccessibles.
- Le site est toujours alimenté en électricité pour faciliter les travaux d'évacuation des déchets.
- Le bâtiment n'est plus alimenté en gaz, mais l'alimentation en gaz n'a pas été résiliée.
- Des produits dangereux neufs (matières premières et produits liés à l'entretien des machines) sont encore présents sur site et ont été laissés sur place par l'acquéreur du lot concerné suite à la vente aux enchères.
- Des déchets (déchets dangereux, bois en mélange, archives, papier et déchets non dangereux en mélange) sont encore stockés sur le site à l'intérieur du bâtiment et à l'extérieur, présentent un risque d'incendie et/ou d'explosion ;
- Les équipements de process, matériels, équipements, mobiliers et produits ont été évacués du site dans le cadre de la vente aux enchères ;

- Les derniers travaux d'évacuation des éléments métalliques étaient en cours de finalisation le jour de la visite
- Les cuves aériennes qui seront vendues aux enchères ont été vidangées et nettoyées, et laissées ouvertes pour dégazage, sauf les 07 cuves aériennes de stockage des vernis (dans le local technique au 1er étage) qui seront laissées en place (hors périmètre de la vente aux enchères)
- Les 12 cuves enterrées de matière première, situées à l'extérieur au niveau de l'aire de dépotage, ont été vidangées et rincées, mais non dégazées ni sécurisées (inertées ou enlevées)
- La cuve enterrée de 5000 L, présente dans l'atelier vernis (au rez-de-chaussée), n'a pas été vidangée et contient encore environ 50% déchets liquides. Cette cuve devra être vidangée, nettoyée et dégazée
- L'ensemble des réseaux de canalisation de matières premières ou produits finis situés entre l'aire de dépotage à l'extérieur et les différentes zones de process à l'intérieur, sont encore potentiellement en charge. Une vidange gravitaire a été réalisée, à priori, lors de la déconnection de chaque machine, mais il est probable que des produits résiduels soient encore présents dans les points bas du réseau de canalisations, ce qui peut représenter un risque lors de travaux de démantèlement des canalisations
- 02 transformateurs ne contenant pas de PCB sont présents sur site dans un local dédié
- 02 tours aéroréfrigérantes sont présentes sur site, sur la toiture du bâtiment de production, et sont reliées au réseau d'eau glacée (système de production d'eau glacée situé au 1er étage du bâtiment de production)
- Le diagnostic de pollution réalisé par DEKRA a mis en évidence un constat d'impacts faibles dans les sols ; cependant, au vu des teneurs constatées, DEKRA précise que le site est compatible en l'état avec un usage industriel sous réserve d'effectuer un test d'étanchéité des cuves enterrées et des canalisations associées. En cas de projet entraînant des mouvements de terres (excavation, terrassement, etc.) et/ou en cas d'aménagement de nouveaux locaux ou installations dans le secteur extérieur incriminé par les hydrocarbures totaux et volatils (autour de S8, S9 et S10), DEKRA recommande des investigations complémentaires afin de prendre les mesures de gestion adaptées et respecter les conditions d'acceptation des terres en cas d'excavation. A noter que dans le cadre de la cessation d'activité, la réalisation d'une étude historique, documentaire et mémorielle (mission INFOS) sera à réaliser en complément du diagnostic de pollution et pourra éventuellement aboutir à la réalisation 'investigations complémentaires.

PRECONISATIONS

- Evacuer les déchets dangereux résiduels encore présents sur site : déchets non évacués à fin 2023, déchets de vidange des équipements générés lors du démantèlement des machines vendues aux enchères, ainsi que de tous les produits et/ou matières premières non vendus aux enchères ou non évacués du site par les acquéreurs ;
- Vidanger, nettoyer, dégazer et inertiser ou évacuer la cuve enterrée de 5 000 L, présente dans l'atelier vernis, au rez-de-chaussée
- Vidanger, nettoyer, dégazer et inertiser ou évacuer les 07 cuves aériennes de 10 000 L contenant des vernis, présentes dans le local technique au 1er étage du bâtiment de production
- Inertiser puis évacuer les 12 cuves enterrées de 30 000 L présentes à l'extérieur au droit de l'aire de dépotage
- Maintenir une surveillance renforcée du site et contrôler régulièrement l'intégrité de la clôture périphérique
- Vidanger, nettoyer, dégazer et inertiser ou démanteler les réseaux de tuyauterie de matières premières / produits finis présents à l'extérieur et à l'intérieur, entre les cuves de stockage des matières premières et les différentes zones de production
- Faire procéder à la consignation du réseau électrique après la finalisation des opérations d'évacuation des matériels vendus aux enchères et des déchets résiduels

- Evacuer l'ensemble des matières combustibles : les déchets non dangereux divers qui sont encore présents dans les bâtiments (déchets en mélange, archives papier, cartons divers...)
- Sur recommandation du bureau d'études DEKRA, réaliser un diagnostic complémentaire des sols.

Sur le terrain, l'inspection des installations classées constate la présence de déchets dangereux, en particulier dans l'atelier "vernis" où une cuve, vendue aux enchères, a été retirée en laissant s'écouler les produits dans une fosse. Au premier étage, il est constaté la présence de 7 cuves au contenu non défini (vernis?). Les cuves enterrées en extérieur sont toujours en place, et n'ont pas été inertées.

Il est constaté la présence de personnel sur le site, en cours de démantèlement des installations de ventilation.

Une alarme anti-intrusion est en fonctionnement sur le site (déclenchement lors de la visite).

Le système de défense incendie (moyens de lutte contre l'incendie : extincteurs, sprinklage) est toujours en place mais il n'est pas contrôlé et entretenu.

Constat : la mise en sécurité du site n'a pas été réalisée selon l'article R.512-75-1 du code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Mise à l'arrêt des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/05/2024, article R.512-39-1

Thème(s) : Risques accidentels, Attestation SECUR

Prescription contrôlée :

I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les

conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection des installations classées constate que le site n'a pas été mis en sécurité (cf point de contrôle précédent).

La société CORAVAL a été missionnée par le liquidateur judiciaire pour rédiger un dossier, remis le jour de l'inspection à l'inspection des installations classées, reprenant les actions menées/constats réalisés et des préconisations pour la mise en sécurité du site.

Cette société ne dispose pas de l'assermentation nécessaire à l'établissement de l'ATTES-SECUR. Celle-ci a émis plusieurs recommandations pour finaliser la mise en sécurité du site, non réalisée au jour de la visite de CORAVAL (12 décembre 2023) et au jour de la visite de l'inspection des installations classées (7 mai 2024).

Le liquidateur judiciaire indique qu'il ne dispose plus de fonds permettant de poursuivre la mise en sécurité du site et de produire l'ATTES-SECUR, mentionnée à l'article R512-39-1 du code de l'environnement.

Constat : le liquidateur judiciaire n'est pas en mesure d'attester la mise en sécurité du site par la présentation d'une ATTES-SECUR.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Remise en état du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/05/2024, article R.512-39-2

Thème(s) : Risques accidentels, Proposition d'usage futur

Prescription contrôlée :

I.-Lorsque l'exploitant initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.

II.-Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par

<p>la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.</p> <p>En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.</p> <p>III.-A défaut d'accord entre l'exploitant, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et les propriétaires des terrains d'assiette concernés, l'usage retenu pour les terrains concernés est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif, sauf s'il est fait application des IV et V.</p> <p>IV.-Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et aux propriétaires des terrains, dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au deuxième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif avec l'usage futur de la zone et des terrains voisins tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions d'usage pour le site.</p> <p>V.-Dans un délai de deux mois après réception du mémoire et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et des propriétaires des terrains d'assiette concernés, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée au regard des documents d'urbanisme en vigueur à la date de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1 et de l'utilisation des terrains situés au voisinage des terrains concernés. Il fixe le ou les usages à prendre en compte pour déterminer les mesures de gestion à mettre en œuvre dans le cadre de la réhabilitation et les communique au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette concernés.</p> <p>A défaut de décision du préfet dans ce délai de deux mois ou en l'absence de transmission du mémoire, l'usage retenu est un usage appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue par le I de l'article D. 556-1 A que celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.</p>

<p>Constats :</p> <p>Le liquidateur judiciaire a adressé des courriers à la mairie et au propriétaire le 26 juillet 2023 pour proposer un usage futur industriel pour le site, au regard des activités passées. Des copies de ces courriers ont été adressées au préfet en date du 26 juillet 2023.</p> <p>Lors de la visite, le liquidateur judiciaire indique qu'il n'a pas eu de réponse à ces courriers. Le propriétaire indique qu'il est en accord avec cette proposition.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Cessation d'activité - ATTES MEMOIRE

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/05/2024, article R.512-39-3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Attestation MEMOIRE</p>

Prescription contrôlée :

I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées. Le mémoire comporte notamment : 1° Le diagnostic défini à l'article R. 556-2 ; 2° Les objectifs de réhabilitation ; 3° Un plan de gestion comportant : a) Les mesures de gestion des milieux ; b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ; c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux. Pour les installations relevant de l'article L. 181-28, le mémoire décrit les opérations déjà réalisées et celles restant à mettre en œuvre en application des conditions de réaménagement fixées par l'autorisation. Le diagnostic prévu au 1° tient compte des investigations déjà réalisées dans ce cadre et est proportionné aux enjeux du site compte tenu des caractéristiques du milieu environnant et du ou des usages futurs du site. Les mesures de gestion des milieux comprennent au minimum, notamment pour les sols et les eaux souterraines, le traitement des sources de pollution et des pollutions concentrées. Les mesures de gestion sont appréciées au regard des usages constatés ou déterminés pour les terrains concernés, ainsi que de l'efficacité des techniques disponibles dans des conditions économiquement acceptables justifiées sur la base d'un bilan des coûts et des avantages. Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif. Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire de réhabilitation contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75. Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. L'entreprise fournissant, le cas échéant, l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, prévue au précédent alinéa, peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation. Dans le cas où l'attestation indique que l'installation est à l'origine d'une pollution du sol, des eaux souterraines ou des eaux superficielles et que l'exposition des populations sur ou à proximité du site ne peut être exclue, l'exploitant transmet copie du mémoire de réhabilitation, accompagné de son attestation, à l'Agence régionale de santé et en informe le préfet. II.-Lorsqu'elle a été destinataire du mémoire de réhabilitation, l'Agence régionale de santé dispose de quarante-cinq jours à compter de la réception du mémoire pour faire part au préfet de ses

observations éventuelles. Au vu notamment du mémoire de réhabilitation de l'attestation prévue au I et, le cas échéant, des observations de l'Agence régionale de santé, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les travaux de réhabilitation, les mesures de surveillance des milieux et les restrictions d'usages nécessaires pendant la durée desdits travaux. Ces prescriptions sont fixées compte tenu du ou des usages déterminés et de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables au regard d'un bilan des coûts et des avantages. Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-39-4, le silence gardé par le préfet pendant quatre mois après la transmission de l'attestation prévue au I vaut accord sur les travaux et les mesures de surveillance des milieux proposés par l'exploitant. Pendant ce délai, le préfet peut demander des éléments complémentaires d'appréciation par décision motivée. Le délai est alors suspendu jusqu'à réception de ces éléments. III.-Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, de la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. La conformité des travaux s'apprécie au regard notamment des mesures de gestion prévues et des travaux réalisés, ainsi que des dispositions mentionnées au c du 3° du I, actualisées si nécessaire. L'exploitant transmet cette attestation au préfet, au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, ainsi qu'aux propriétaires des terrains. Il précise, le cas échéant, les dispositions actualisées mentionnées au c du 3° du I qu'il s'engage à mettre en œuvre et les éléments nécessaires à leur établissement. L'entreprise fournissant l'attestation prévue au précédent alinéa peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation défini au I ou qui a délivré l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site. Elle ne peut pas être la même que celle qui a réalisé tout ou partie des travaux. IV.-Le préfet arrête, s'il y a lieu, les mesures de surveillance des milieux nécessaires ainsi que les modalités de conservation de la mémoire et les restrictions d'usages. V.-Sauf opposition ou demande complémentaire du préfet dans le délai de deux mois à l'issue de la transmission de l'attestation prévue au III ou, le cas échéant, de la prise de l'arrêté prévu au IV, la cessation d'activité est réputée achevée.

Constats :

Le liquidateur judiciaire indique ne plus avoir de fond afin de poursuivre la procédure de cessation d'activité (mise en sécurité puis mémoire de réhabilitation). Ainsi, il n'est pas en mesure de produire l'ATTES-MEMOIRE.

Constat : le liquidateur judiciaire n'a pas adressé au préfet dans les six mois suivant l'arrêt définitif des activités le mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et l'attestation mentionnée à l'article R512-39-3 du code de l'environnement (ATTES-MEMOIRE). Il n'a pas sollicité de délai supplémentaire pour produire cette attestation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 90 jours